



## **ARRETE n°81 – 2025**

### **Règlementant le stationnement**

#### **Lotissement Les Castors, terrassement pour réseau éclairage public**

**Le Maire de la commune de Cabannes,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-2 et L 2213-4,

**VU** le Code de la voirie routière, article L116 ;

**VU** la demande de la société **RAMPA ENERGIES**, représentée par Monsieur [REDACTED] en date du 7/04/2025, tendant à obtenir l'autorisation d'interdire le stationnement au lotissement LES CASTORS, à compter du mardi 7/04/2025, pour une durée de 30 jours calendaires, en vue des travaux de terrassement pour le réseau d'éclairage public.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures nécessaires dans le but de garantir la sécurité du public,

### **ARRETE**

**Article 1** : le stationnement sera interdit à partir du 7/04/2025, pendant 30 jours, lotissement les Castors, en vue des travaux de terrassement pour le réseau d'éclairage public, effectués par la société **RAMPA ENERGIES**

**Article 2** : Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbal conformément à l'article R 417-10 du Code de la Route et tout véhicule en stationnement gênant sera enlevé par la fourrière.

**Article 3** : Le présent arrêté sera affiché en Mairie et sur le lieu de stationnement

**Article 4** : Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie D'ORGON, ainsi que les agents de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise aux Sapeurs-Pompiers de Noves, aux services techniques de la commune, ainsi qu'à Monsieur [REDACTED] société RAMPA ENERGIES.

Fait à Cabannes, le 07 Avril 2025.

**Le Maire,**  
Gilles MOURGUES

Pour le maire empêché  
la 1<sup>ère</sup> Adjointe  
Josiane HAAS FALANGA



Le Maire,

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

-En vertu des articles L. 431-1 et L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, et de l'article R.421-1 du code de justice administrative, je vous informe que cette décision administrative peut faire l'objet :

-D'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

-D'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ; l'introduction d'un recours gracieux ou hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux.